



## CHAPITRE 160

## CHAPTER 160

Loi concernant Rougier Frères et Trust  
Général du Canada

An Act respecting Rougier Frères and  
General Trust of Canada

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la compagnie Rougier Frères, ci-après appelée la compagnie, constituée en corporation le 28 octobre 1901 au moyen de lettres-patentes de la province de Québec, et la compagnie de fidéi-commis Trust Général du Canada, ci-après appelée le fiduciaire, ont par leur pétition représenté:

Que par un acte passé devant Me Victor Morin, notaire, le 31 décembre 1932, sous le no 21338 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le no 323844, auquel la compagnie est intervenue, Pierre dit Victor Rougier, l'un des fondateurs de la compagnie, et Marie Armandie, son épouse, ont cédé, transporté et abandonné à titre de donation entre vifs et irrévocable au fiduciaire ci-dessus nommé, en fidéi-commis, six cents actions du capital-actions de la compagnie, d'une valeur nominale de cent dollars chacune, pour les fins et sous les charges, conditions et obligations mentionnées dans ledit acte que le fiduciaire et la compagnie se sont engagés de remplir et exécuter;

Que par cet acte, le fiduciaire a obtenu le droit d'encaisser les dividendes et bonis qui pourraient être déclarés sur les susdites actions et il a été chargé d'en employer une partie jusqu'à concurrence de cinq mille dollars par année à la création et au maintien d'une caisse de retraite pour les employés de la compagnie, telle caisse devant être établie par la compa-

**W**HEREAS Rougier Frères, herein- after called the company, incorporated October 28th, 1901, by letters-patent of the Province of Quebec, and General Trust of Canada, hereinafter called the trustee, have, by their petition, represented:

Preamble.

That by deed passed before Victor Morin, notary, on December 31st, 1932, under the number 21338 of his records, registered in the registry office of Montreal under the number 323844, wherein the company intervened, Pierre alias Victor Rougier, one of the founders of the company, and Marie Armandie, his wife, ceded, transferred and surrendered by way of gift *inter vivos* and irrevocable to the afore mentioned trustee, in trust, six hundred shares of the capital stock of the company of a par value of one hundred dollars each, for the purposes and subject to the charges, conditions and obligations mentioned in the said deed which the trustee and the company undertook to fulfil and carry out;

That by such deed, the trustee obtained the right to collect the dividends and bonuses which might be declared on the said shares and was directed to use a part thereof not to exceed five thousand dollars per annum for the establishment and maintenance of a pension fund for the employees of the company, such fund to be established by the company and the

gnie et le fiduciaire agissant de concert, soit au moyen d'une ou plusieurs polices d'assurance à cet effet, soit au moyen de la constitution d'un capital dont le revenu servirait à payer une pension de retraite aux employés de la compagnie, le tout selon les modalités qui seraient établies par convention entre la compagnie et le fiduciaire;

Que pour se conformer aux dispositions dudit acte de donation, la compagnie et le fiduciaire ont exécuté un acte de convention, le 7 novembre 1933, devant ledit Me Victor Morin, sous le no 21546 de son répertoire, par lequel ils ont convenu de constituer au moyen des sommes disponibles en vertu de ladite donation un capital dont le fiduciaire serait le dépositaire et administrateur et dont le revenu servirait à payer une pension de retraite aux employés de la compagnie;

Que ledit P.-V. Rougier et son épouse Marie Armandie sont décédés et pour acquitter les droits successoraux sur les biens faisant l'objet de ladite donation, le fiduciaire a dû réaliser et vendre quatre vingts actions de la compagnie, ne lui laissant plus que cinq cent vingt actions;

Que les dispositions et conditions des actes précités ont été observées;

Que le capital provenant de l'accumulation des revenus de la donation P.-V. Rougier et des intérêts qu'ils ont produits dépassait cinquante-cinq mille dollars à la date du 1er janvier 1950, et était représenté principalement par des obligations ou débetures de la Puissance, de cette province, de municipalités de cette province et d'obligations ou débetures garanties par cette Province.

Qu'il est dans l'intérêt de la compagnie et de ses employés de remplacer la caisse de retraite établie par l'acte du 7 novembre 1933 précité par une caisse de retraite établie conformément aux dispositions de la loi de cette province 12 George VI, chapitre 10, au moyen de contributions par la compagnie et ses employés, de la remise par le fiduciaire à cette caisse d'obligations ou débetures d'une valeur nominale de cinquante-cinq mille dollars au minimum prises à même les susdites

trustee acting in concert, either by means of one or more insurance policies to that effect, or by setting up a capital sum the revenue whereof would be used to pay pensions to the employees of the company, the whole in accordance with the conditions to be settled by agreement between the company and the trustee;

That with a view to complying with the provisions of the said deed of gift, the company and the trustee entered into a deed of agreement, on November 7th, 1933, before the said Victor Morin, under the number 21546 of his records, whereby they agreed to establish by means of sums available under the said deed of gift, a capital sum of which the trustee would be the depository and administrator and of which the revenue would be used to pay pensions to the company's employees;

That the said P. V. Rougier and his wife Marie Armandie are dead and in order to pay the succession duties on the property conveyed under the said gift, the trustee was obliged to realize upon and sell eighty shares of the company, retaining in its hands only five hundred and twenty shares;

That the provisions and conditions of the above mentioned deeds were complied with;

That the capital derived from the accumulation of the revenues of the P. V. Rougier gift and from the interest thereon exceeded fifty-five thousand dollars on January 1st, 1950, and consisted mainly of bonds or debentures of Canada, of this Province, of municipalities of this Province and of bonds and debentures guaranteed by this Province.

That it is in the interest of the Company and its employees to replace the pension fund established by the aforesaid deed of November 7th, 1933, by a pension fund established in accordance with the provisions of the act of this Province 12 George VI, chapter 10, by means of contributions by the company and its employees, the transfer by the trustee to such fund of bonds or debentures of a face value of at least fifty-five thousand dollars taken from the above-mentioned bonds

obligations ou débetures et du paiement des revenus à venir de la donation P.-V. Rougier; ladite somme de cinquante-cinq mille dollars représentée par des obligations ou débetures comme susdit et toute somme additionnelle provenant du capital ci-dessus mentionné, devant tenir lieu des contributions tant des employés que de la compagnie pour les années de services antérieures des employés admis à la caisse de retraite et ayant neuf années de service et plus à la date de l'entrée en vigueur du règlement que la compagnie a adopté pour établir ladite caisse de retraite;

Qu'il est nécessaire qu'une loi spéciale soit adoptée pour interpréter certaines dispositions de l'acte de donation en fidéi-commis passé devant Me Victor Morin, notaire, le 31 décembre 1932, par ledit P.-V. Rougier et son épouse Marie Armandie au Trust Général du Canada et en modifier d'autres; pour résilier l'acte de convention passé devant ledit notaire, le 7 novembre 1933, concernant l'établissement d'une caisse de retraite pour les employés de la compagnie; pour autoriser le fiduciaire à employer les revenus provenant de la susdite donation tant ceux qui ont été capitalisés que ceux qui seront touchés à l'avenir pour aider à l'établissement et au maintien d'une caisse de retraite conformément aux dispositions de la loi 12 George VI, chapitre 10 précitée pour l'avantage des employés de la compagnie;

Que le règlement adopté par la compagnie pour l'établissement d'une caisse de retraite tel que susdit a été approuvé par la majorité des employés de la compagnie et par le surintendant des assurances de Québec;

Attendu qu'il convient de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1.** Dans la présente loi le mot "compagnie" désigne Rougier Frères et le mot "fiduciaire" désigne Trust Général du Canada.

Interprétation.

or debentures, and payment of the future revenues of the P. V. Rougier gift; the said sum of fifty-five thousand dollars represented by bonds or debentures as aforesaid and any additional sum derived from the above-mentioned capital, to take the place of the contributions of both the company and its employees for the prior years of service of employees admitted to the pension fund and having nine years of service or more on the date of the coming into force of the by-law adopted by the company to establish the said pension fund;

That it is necessary that a special act be passed to interpret certain provisions of the deed of gift in trust passed before Victor Morin, notary, on December 31st, 1932, by the said P. V. Rougier and his wife Marie Armandie, to General Trust of Canada, and to amend others; to rescind the deed of agreement passed before the said notary, on November 7th 1933, respecting the establishment of a pension fund for the employees of the company; to authorize the trustee to use the revenues derived from the said gift, both those which have been capitalized and those to be collected hereafter, to further the establishment and maintenance of a pension fund in accordance with the provisions of the afore-mentioned act 12 George VI, chapter 10, for the benefit of the company's employees;

That the by-law passed by the company for the establishment of a pension fund as aforesaid, was approved by the majority of the employees of the company and by the Superintendent of Insurance of Quebec;

Whereas it is expedient to grant prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** In this act the word "company" means Rougier Frères and the word "trustee" means General Trust of Canada.

Interpretation.

Caisse  
rempla-  
cée.

**2.** A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, l'acte de convention passé entre la compagnie Rougier Frères et le fiduciaire Trust Général du Canada, le 7 novembre 1933, devant Me Victor Morin, notaire, sous le no 21546 de son répertoire, suivant lequel ils ont établi une caisse de retraite pour les employés de la compagnie sera résolu et résilié à toutes fins futures et ladite caisse sera remplacée par une caisse établie conformément aux dispositions de la loi de cette province 12 George VI, chapitre 10.

Pouvoirs  
du fidu-  
ciaire, etc.

**3.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible de l'acte de donation passé devant Me Victor Morin, le 31 décembre 1932, sous le no 21338 de son répertoire, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le no 323844, par Pierre dit Victor Rougier et son épouse Marie Armandie en faveur du fiduciaire, en fidéi-commis, auquel la compagnie est intervenue, il est statué comme suit:

a) le fiduciaire remettra à la caisse de retraite que la compagnie a établie conformément au règlement qu'elle a adopté le 24 janvier 1950 d'après les dispositions de la loi 12 George VI, chapitre 10, des obligations ou débentures de la Puissance, de cette province, de municipalités de cette province ou des obligations ou débentures garanties par cette province, d'une valeur nominale de cinquante-cinq mille dollars provenant de l'accumulation des revenus produits par les biens qui ont fait l'objet de ladite donation et, après avoir pourvu au paiement des frais encourus par la présente loi, et de toutes charges découlant de ladite donation il lui remettra les débentures ou obligations et les deniers formant le solde de telle accumulation; les obligations ou débentures et les deniers remis à la caisse de retraite devant tenir lieu des contributions tant des employés que de la compagnie pour les années de services antérieures des employés admis à la caisse de retraite et ayant neuf années de service et plus à la date de l'entrée en vigueur du règlement précité;

b) le fiduciaire versera jusqu'à concurrence de sept mille dollars les revenus nets produits après le premier janvier

**2.** From and after the coming into force of this act, the deed of agreement passed between Rougier Frères and the trustee, General Trust of Canada, on November 7th, 1933, before Victor Morin, notary, under the number 21546 of his records, whereby they established a pension fund for the employees of the company shall be annulled and rescinded for all future purposes and the said fund shall be replaced by a fund established in accordance with the provisions of the act of this Province 12 George VI, chapter 10.

Fund re-  
placed.

**3.** Notwithstanding any provision contrary to or incompatible with the deed of gift passed before Victor Morin on December 31st, 1932, under the number 21338 of his records, registered in the Montreal registry office under the number 323844, by Pierre alias Victor Rougier and his wife Marie Armandie in favour of the trustee in trust, in which the company intervened it is enacted as follows:

Powers of  
trustee,  
etc.

a. the trustee shall remit to the pension fund established by the company in accordance with the by-law which it adopted on January 24th 1950, pursuant to the provisions of the act 12 George VI, chapter 10, the bonds or debentures of Canada, of this Province or of municipalities in this Province, or bonds or debentures guaranteed by this Province, of a face value of fifty-five thousand dollars, derived from the accumulation of the revenues produced by the property which is subject to the said gift and, after providing for payment of the costs incurred by this act, and of all obligations resulting from said gift shall remit thereto the debentures or bonds and the money constituting the balance of such accumulation; the bonds or obligations and the moneys remitted to the pension fund shall take the place of the contributions of both the employees and the company for the prior years of service of the employees, admitted to the pension fund and having nine years of service or more on the date of the coming into force of the above mentioned by-law;

b. the trustee shall pay, to the extent of seven thousand dollars, the net revenues produced after the first of January, 1950,

1950 par les biens faisant l'objet de ladite donation dans la proportion de cinq-septièmes à la caisse de retraite ainsi établie et dans la proportion de deux septièmes à monsieur et à madame Louis Semeteys et après eux à leurs descendants;

c) l'attribution et le paiement par le fiduciaire depuis le décès dudit P.-V. Rougier jusqu'au 1er janvier 1950 à monsieur et à madame Louis Semeteys des deux septièmes des revenus nets produits par les biens qui ont fait l'objet de ladite donation ont été faits tel que requis par ladite donation et ils sont confirmés et approuvés.

by the property which is subject to the said gift in the proportion of five-sevenths to the pension fund so established and in the proportion of two-sevenths to Mr. and Mrs. Louis Semeteys and after them to their descendants;

c. the allocation and payment by the trustee, from the death of the said P. V. Rougier to the first of January, 1950, to Mr. and Mrs. Louis Semeteys, of two-sevenths of the net revenues produced by the property which formed the object of the said gift were made as required by the said deed of gift and are confirmed and approved.

Caisse de retraite.

**4.** A compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le règlement précité adopté par la compagnie constituera la caisse de retraite des employés de la compagnie.

Modification.

Toutefois ledit règlement pourra, avec l'approbation du fiduciaire, être changé et modifié par la compagnie en observant les dispositions de la loi 12 George VI, chapitre 10.

**4.** From the coming into force of this act, the above mentioned by-law passed by the company shall constitute the pension fund of the employees of the company.

Nevertheless the said by-law may, with the approval of the trustee, be changed and amended by the company in accordance with the provisions of the act 12 George VI, chapter 10.

Frais.

**5.** Les frais de la présente loi seront payés par le fiduciaire à même le capital entre ses mains provenant de l'accumulation des revenus de la donation P.-V. Rougier et des intérêts qu'ils ont produits.

**5.** The costs of this act shall be paid by the trustee out of the capital in its hands derived from the accumulation of the revenues of the P. V. Rougier's gift and from the interest produced by such revenues.

Entrée en vigueur.

**6.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**6.** This act shall come into force on the day on the day of its sanction.